

## Les fausses évidences des privatisations

Le Mexique est l'un des pays d'Amérique Latine, qui est allé le plus loin dans la « déréglementation » et la « libéralisation » de son économie. Ce double processus a débuté après la crise financière de 1982, et s'est accéléré à partir de 1985 quand la politique économique appliquée par le gouvernement s'est avérée insuffisante pour relancer la croissance économique. Depuis, l'un des instruments auquel les trois gouvernements successifs ont le plus recouru est l'allégement du secteur public – *proceso de desincorporación de entidades paraestatales* – qui prend la forme de privatisations ou de liquidations.

Quelques chiffres suffisent à souligner l'ampleur de ce mouvement : en 1982, il existait officiellement 1 155 entreprises publiques, alors qu'il n'en restait plus que 258 à la fin de 1994. Certes, il n'était pas forcément justifié que certaines de ces entreprises appartiennent à l'Etat, comme par exemple des restaurants et des salles de cinéma. Mais le gouvernement mexicain entend aussi privatiser des entreprises stratégiques pour le développement du pays.

Selon les autorités mexicaines, l'objectif de cet allégement du secteur public est « d'induire une croissance dynamique et soutenue de l'économie »<sup>1</sup>. Néanmoins, l'évolution du PIB entre 1982 et 1995, avec une croissance moyenne de 1,7 % par an, montre que cet objectif n'a pas été atteint. De plus, les ressources issues des privatisations n'ont pas non plus servi à stimuler l'investissement intérieur brut qui, selon les chiffres de la Banque Mondiale<sup>2</sup>, n'a augmenté que de 0,1 % par an entre 1980 et 1993.

Malgré ces résultats, le gouvernement actuel est décidé à maintenir sa stratégie et a lancé une politique agressive de privatisations qui devrait affecter, entre

autres, les chemins de fer, les ports, les aéroports, les télécommunications et la pétrochimie.

---

### Pemex, un fruit convoité

La célébration du 58<sup>e</sup> anniversaire de la nationalisation du pétrole décrétée le 18 mars 1938, a relancé le débat national sur la privatisation en cours des complexes pétrochimiques, proposée par le gouvernement du président Ernesto Zedillo.

Il faut revenir sur l'histoire du pays pour comprendre ce qui est en jeu. A la veille de la Seconde Guerre mondiale et face au non respect des contrats de travail de la part des entreprises pétrolières qui contrôlent la production du pétrole mexicain, le gouvernement du général Lazaro Cárdenas décide de nationaliser le pétrole<sup>3</sup>. Cet exercice de souveraineté nationale a donné à l'Etat une ressource stratégique non renouvelable, qui a servi de base au développement postérieur de l'économie mexicaine.

Malgré le sabotage des entreprises concernées et de leurs gouvernements à l'égard du Mexique, la production pétrolière a pu se maintenir grâce à la participation des travailleurs du secteur, mais aussi à la mobilisation massive de la population mexicaine qui a largement contribué à l'indemnisation des entreprises expropriées. Au fil des ans, Petróleos Mexicanos (Pemex) est devenu la première entreprise du pays, et la compagnie pétrolière publique la plus importante au monde.

En 1992, alors que régnait la fièvre « modernisatrice » qui, selon les autorités, devait permettre au Mexique d'accéder aux normes de développement du « premier monde », la Pemex a été divisée en quatre

---

1. Voir le rapport du ministère des Finances, « Avance en el proceso de desincorporación de entidades paraestatales », *El Mercado de valores*, n° 2, año LVI, México, 1996.  
2. Voir Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, 1995.  
3. Voir Lorenzo Meyer, *México y los Estados Unidos en el conflicto petrolero (1917-1942)*, El Colegio de México, México 1972 ; ainsi que Adolfo Gilly, *El Cardenismo: una utopía mexicana*, Ed. Cal y Arena, México, 1994.

entreprises. Ce mécanisme a amorcé une privatisation en douceur, satisfaisant, au moins en partie, l'une des plus anciennes ambitions des Etats-Unis, réitérée durant les négociations qui devaient conduire à la signature de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (Alena) en 1993<sup>1</sup>.

Malgré la corruption régnant dans l'entreprise et la baisse des investissements de l'Etat<sup>2</sup>, l'apport de Pemex a représenté 19 % des ressources fiscales de la fédération en 1994, ce qui fait de Pemex la principale source de recettes de l'Etat<sup>3</sup>.

## Pemex et la pétrochimie

En 1958 la première législation sur l'industrie pétrochimique a été adoptée. Ses principales caractéristiques étaient :

- la distinction établie entre industrie primaire (produits dérivés de la première étape de transformation après raffinage) et industrie secondaire (produits obtenus à partir des transformations ultérieures) ;
- l'affirmation du monopole de l'Etat dans la production et la commercialisation des produits primaires (y compris les produits primaires importés) ;
- la limitation de la participation des entreprises étrangères dans le secteur secondaire, où les capitaux nationaux devaient représenter au minimum 60 % du total<sup>4</sup>.

En 1986, le gouvernement a décidé que Pemex ne commercialiserait que sa propre production, et que l'industrie privée importerait directement ce dont elle aurait besoin. Il instaurait en même temps la première des quatre reclassifications des produits pétrochimiques primaires, dont le nombre était réduit de 70 à 34. Trois autres reclassifications ont permis aux capitaux privés de contrôler de plus en plus la production pétrochimique. Aujourd'hui, il ne reste que huit produits primaires. Ces reclassifications évitent au gouvernement de demander la modification de la Constitution.

Aujourd'hui le gouvernement du président Ernesto Zedillo a décidé de privatiser les 61 complexes de pétrochimie secondaire que compte Pemex, invoquant l'absence de ressources suffisantes pour assurer leur « modernisation ». Selon le ministre de l'énergie, il s'agit seulement de la privatisation du « capital d'une activité non réservée à l'Etat »<sup>5</sup> qui « représente seulement 8 % du capital de Pemex et 1 % de ses bénéfices ». En revanche, souligne-t-il, l'Etat recevra près de six milliards de dollars à la fin du processus de privatisation.

L'importance stratégique de cette industrie dans le développement du pays est évidente. Il existe beaucoup d'études spécialisées qui démontrent que l'industrie pétrochimique jouera un rôle essentiel au cours du siècle à venir, la complexité de ses produits ayant pour effet de multiplier sa valeur ajoutée sur le marché international, dans une proportion bien supérieure à celle qui peut être associée à un produit non élaboré.

Malgré la réduction sensible de ses investissements dans la pétrochimie, Pemex a enregistré en 1995 des bénéfices de l'ordre de 500 millions de dollars. Son chiffre de vente la place au neuvième rang mondial des entreprises de la branche, et il n'y a pas d'exigences financières ou techniques qui justifient sa mise en vente. Celle-ci découle plutôt de l'impulsion du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale<sup>6</sup> et du gouvernement mexicain, qui font des privatisations un nouveau paradigme capable de résoudre presque tous les maux, même si l'indépendance économique se trouve compromise à moyen ou long terme.

Entre 1989 et 1995, le gouvernement mexicain a obtenu grâce aux privatisations des ressources supplémentaires de 24 milliards de dollars. Elles n'ont pas fourni de réserve suffisantes pour empêcher la dévaluation de décembre 1994, suivie de la crise la plus importante depuis la dépression des années trente. Le pays a été submergé, et le rêve du « premier monde » tant désiré par les autorités mexicaines et ses créanciers internationaux, s'est écroulé comme un château

1. L'Alena, qui regroupe le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.  
2. Voir le discours du secrétaire général du Syndicat de travailleurs pétroliers (lié à l'Etat), dans lequel il dénonce la corruption et la bureaucratisation au sein de l'entreprise, *Proceso* n° 1012, 25 mars 1996.  
3. Voir « Programme de développement et restructuration du secteur de l'énergie, 1995-2000 », *El Mercado de valores* n°3, año LVI, México, 1996.  
4. Jorge Máttar, *La competitividad de la industria química*, Lecturas del Trimestre Económico n° 80, vol. II, México, FCE, 1994.  
5. *La Jornada*, 14 mars 1996.  
6. Voir *L'Amérique Latine et la crise mexicaine : nouveaux défis*, élaboré par le bureau du vice-président pour l'Amérique Latine et les Caraïbes de la Banque Mondiale, Washington, août 1995.

de sable, laissant sous les décombres une population très appauvrie <sup>1</sup>, et une structure économique encore plus dépendante de l'extérieur <sup>2</sup>.

D'après Sarahi Angeles, membre de l'Institut de recherche économique de l'Université Nationale Autonome du Mexique, des entreprises comme Dupont, Shell Chemical, Hoechst, Basf, Bayer, Rhône-Poulenc, etc. seraient intéressées par l'achat des complexes pétrochimiques, ce qui montre l'importance de cette industrie pour le capital international. En contrepartie, de vastes secteurs de la population mexicaine manifestent leur mécontentement <sup>3</sup>, concrétisé par le projet de constituer un fonds, dont le capital serait constitué des contributions volontaires de la population – comme en 1938 – et qui servirait à racheter les complexes pétrochimiques mis en vente par le gouvernement <sup>4</sup>.

Le débat sur la privatisation de la pétrochimie a pris récemment une autre allure. Fin septembre, l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, James Jones, a fait une déclaration publique où il insistait sur l'urgence de mener à son terme le processus de privatisation. Plus précisément, il déclara que si celui-ci était stoppé cela signifierait l'abandon des engagements inscrits dans l'Alena concernant les privatisations, ce qui pourrait se traduire par « l'arrêt des investissements étrangers » dont a besoin le Mexique pour faire redémarrer son économie. Cette déclaration est encore plus significative lorsqu'on sait qu'elle a été faite au lendemain de l'Assemblée Nationale du Pri (Parti Révolutionnaire Institutionnel), où le parti au pouvoir avait décidé de s'opposer à la privatisation des complexes pétrochimiques. Cette prise de position est, elle aussi, tout à fait intéressante, car elle aura des répercussions au sein des diverses fractions de l'appareil d'Etat, étant donné le mimétisme entre ce parti, le pouvoir et l'Etat au Mexique.

Par ailleurs, le montant qu'espère retirer le gouvernement d'Ernesto Zedillo de la privatisation (six milliards de dollars) doit être rapproché des vingt milliards de dollars qu'il a injectés depuis décembre 1994 dans les banques pour éviter la faillite du système financier mexicain, lui aussi privatisé en son temps par son prédécesseur Carlos Salinas, qui invoquait également l'idée que la gestion privée des entreprises est plus « efficace » que la gestion publique.

Au Mexique, la Constitution ne prévoit pas la possibilité de référendum, et les pouvoirs législatif et judiciaire sont très dépendants de la volonté du Président. Ailleurs, où il y a eu référendum (Uruguay, 1992) ou consultation populaire (Equateur, 1995) pour décider de la privatisation des entreprises sous le contrôle de l'Etat – privatisations souhaitées par les organismes financiers internationaux – la population a refusé majoritairement <sup>5</sup>. Si ce droit démocratique existait au Mexique, la privatisation de l'industrie pétrochimique ne se ferait probablement pas. Au-delà du sentiment d'identité nationale lié à l'histoire du pétrole dans ce pays, il y a un autre fait important qu'il convient de signaler : jusqu'à maintenant, personne ne sait où est passé l'argent des privatisations, alors que les scandales liés à la corruption font régulièrement « la une » de la presse, autour de privatisations passées, comme celle des banques ou de Teléfonos de México (Télécom). L'ancien président, Carlos Salinas, est lui même impliqué dans ces pratiques de corruption. Reste à savoir, dans ce contexte, quelles seront les réactions politiques qui ne manqueront pas d'accueillir une décision aussi importante que la privatisation de la pétrochimie.

**Alfonso MORO**

*Doctorant d'économie, Université de Picardie  
Jules Verne, Amiens.*

1. En 1988, on dénombrait officiellement 17 millions de personnes vivant dans la pauvreté extrême, et l'on avance le chiffre de 22 millions pour 1995.
2. François Chesnais, « Graves secousses dans le système financier mondial », *Le Monde Diplomatique*, mai 1995.
3. *Le Monde*, 19 mars 1996.
4. Le 17 avril a commencé la collecte nationale « Petroquímica pro México », *La Jornada*, 18 avril 1996.
5. Voir Jorge G. Castañeda, « Las privatizaciones en América Latina », *El País*, 12 avril 1996.